ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances et par le Ministre du Budget, le 13 octobre 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le règlement organique du Ministère des Finances, ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du Statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété", a donné le 20 octobre 1971, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e oktober 1971 door de Minister van Financiën en door de Minister van Begroting verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het Statuut van het Rijkspersoneel en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld", heeft de 20e oktober 1971 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

On peut distinguer, parmi les articles du projet, deux espèces de dispositions : les premières fixent l'organisation générale du Ministère des Finances; les secondes déterminent les modalités particulières d'exécution, dans ce ministère, du statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété. En chacun de ses objets, le projet présente beaucoup d'importance. Il est, au surplus, d'une grande ampleur. N'ayant disposé, pour son examen, que d'un délai très court, le Conseil d'Etat n'a pu en faire une étude complète. Il doit borner son avis aux quelques observations qui suivent.

*

* *

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Traditionnellement on donne la dénomination "règlement organique" aux arrêtés qui fixent les structures d'un ministère. L'arrêté royal du 2 octobre 1937 a employé la même expression pour désigner des arrêtés royaux, soumis à des formes particulières, qui avaient pour objet de déterminer "le mode de nomination à chaque fonction" (article 4 du texte originel), ou, plus largement, d'établir les dispositions d'exécution du statut des agents de l'Etat propres à un ministère déterminé (article 4, modifié par l'arrêté du 7 décembre 1959; article 6 du texte établi par l'arrêté du 16 mars 1964). Tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 n'utilise plus l'expression "règlement organique" dans le second sens qui vient d'être indiqué. C'est donc à juste titre que l'intitulé énonce les

.../...

deux objets du projet en indiquant que celui-ci fixe, d'une part, le règlement organique du Ministère des Finances et, d'autre part, les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat.

Par ailleurs, il serait plus logique et plus clair de diviser le projet en trois titres : le premier titre grouperait les dispositions ayant le premier objet indiqué (chapitre Ier, articles 1er à 7); le second titre grouperait les dispositions ayant le second objet indiqué (chapitres II à VII, articles 8 à 68). Le troisième grouperait les "dispositions finales" (articles 69 à 71).

B. La plupart des dispositions du projet qui établissent des règles particulières pour les agents du Ministère des Finances constituent sans aucun doute des mesures d'exécution du statut des agents de l'Etat et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, mesures qui, conformément à l'article 6, § 1er de ce statut, sont soumises aux seules formalités qui ont déjà été accomplies.

A l'occasion de l'examen de plusieurs articles du projet, le Conseil d'Etat a été appelé à vérifier s'ils ne contenaient pas des dérogations à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui ne sont pas expressément prévues par cet arrêté. En effet, des dispositions ayant semblable portée devraient être soumises aux formalités supplémentaires prescrites par les articles 6, § 2, et 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, à savoir la motivation et la délibération en conseil des ministres; par voie de conséquence, elles devraient, conformément à l'article 7, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juin 1955, être soumises à l'avis du comité général de consultation syndicale.

.../...

Si, tels qu'ils étaient conçus, plusieurs articles du projet impliquaient des dérogations au statut du 2 octobre 1937 non autorisées par celui-ci, il est apparu au cours de l'examen du projet par le Conseil d'Etat que ces articles pouvaient être omis ou remplacés par des dispositions nouvelles, qui ne contiendraient pas de telles dérogations au statut des agents de l'Etat et qui, selon les explications données par le délégué du ministre, permettraient toutefois d'atteindre l'objectif poursuivi par le Gouvernement (voir les observations relatives à l'article 1er, § 2, alinéa 2; à l'article 16; à l'article 54, § 1er).

*

* *

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Il gagnerait à être rédigé plus brièvement comme suit :
"Arrêté royal fixant le règlement organique du Ministère des Finances ainsi que les dispositions particulières y assurant l'exécution du statut des agents de l'Etat".

*

Préambule.

Il conviendrait de le compléter par la mention de la loi du 21 ventôse an VII relative à la conservation des hypothèques et de la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale. En revanche, il n'est pas d'usage de citer les arrêtés dont le projet prévoit l'abrogation.

.../...

En conséquence, le début du préambule pourrait être rédigé comme suit :

"Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 21 ventôse an VII relative à la conservation des hypothèques;

Vu la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment l'article 79quater modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 23 septembre 1971;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 1953 relatif à l'avancement de grade et aux mutations dans les services extérieurs de l'administration de l'enregistrement et des domaines, modifié par les arrêtés royaux des 10 février et 16 juin 1955, 28 décembre 1956, 29 septembre 1960, 27 mars et 8 août 1963, 6 juin 1967 et 15 et 30 septembre 1970;

..... ".

.../...

Chapitre Ier du projet.

Selon la proposition déjà faite ci-dessus (observation générale A), le chapitre I deviendrait le titre I. Les sections deviendraient des chapitres.

Article 1er.

Le § 2 porte :

"§ 2. Relève également du Ministère des Finances le service de la Loterie nationale.

Le cadre et le statut du personnel dirigeant et du personnel d'exécution de ce service sont fixés par Nous, sur proposition du Ministre des Finances".

Le § 2, alinéa 2,du projet reproduit l'article 13 de l'arrêté royal du 3 février 1965 portant organisation de la Loterie nationale. Comme le Conseil d'Etat l'a déclaré le 9 octobre 1964 dans son avis préalable à cet arrêté (avis L. 9041), "Le service ayant dans ses attributions la gestion de la Loterie nationale ne peut ... être autre chose qu'un service créé au sein de l'administration,géré sous l'autorité d'un ministre, en l'espèce le Ministre des Finances, et dont le personnel est constitué d'agents soumis, sauf dispositions dérogatoires régulières, au statut des agents de l 'Etat". La disposition énoncée à l'article 13 de l'arrêté royal du 3 février 1965 et reproduite par l'article 2, § 2,du

.../...

projet implique que le personnel dirigeant et le personnel d'exécution du service de la Loterie nationale sont soumis à un statut particulier différent de celui qui est fixé par l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Une telle disposition requiert l'accomplissement des formalités imposées par l'article 116 et, par voie de conséquence, l'avis du comité général de consultation syndicale.

Selon le délégué du ministre, l'objectif du Gouvernement est uniquement de soustraire les agents du service de la Loterie nationale aux règles particulières contenues dans le projet.

Par ailleurs, il résulte de l'article 16 du projet qu'à l'exception de l'article 69, § 2, les dispositions qui formeront le titre II ne seront pas applicables aux conservateurs des hypothèques.

En conséquence, l'article 1er pourrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Le Ministère des Finances comprend les administrations et services suivants, dont les agents sont soumis au titre II du présent arrêté: (1° à 10° comme au projet).

§ 2. Le Ministère des Finances comprend également le service de la Loterie nationale, dont les agents ne sont pas soumis au titre II du présent arrêté.

Sous réserve de l'article 69, § 2, les dispositions du titre II du présent arrêté ne sont pas applicables aux conservateurs des hypothèques.

... (La suite comme au projet)... ".

.../...

Article 2.

Cet article est inutile et peut donc être omis.

Article 3.

Cet article reproduit, en grande partie, les dispositions actuellement en vigueur, à savoir l'article 5 de l'arrêté royal du 2 avril 1925 portant règlement organique des administrations centrales du Ministère des Finances, modifié par l'arrêté royal du 8 février 1939.

Il y aurait lieu toutefois d'amender le texte de l'alinéa 6 qui, manifestement, n'énonce pas son objet de manière adéquate.

Article 7.

Sous réserve d'une légère modification, l'article reproduit l'article 9 de l'arrêté royal du 8 février 1939 portant réorganisation du secrétariat général du Ministère des Finances et modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1925 portant règlement organique des administrations centrales du Ministère des Finances.

L'article ne confère pas au conseil de direction des attributions de nature juridique autres que celles qui lui sont conférées par le statut des agents de l'Etat et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ; l'article se borne à confier au conseil de direction des missions d'étude.

.../...

A l'alinéa 1er, il conviendrait de viser "l'exécution des lois, arrêtés et instructions" avant de viser "l'exécution de la politique financière". Par ailleurs, il conviendrait d'éviter une expression laissant entendre que la politique financière de l'Etat belge serait exclusivement fixée par le Ministre des Finances.

La mention des attributions conférées au conseil de direction par le statut des agents de l'Etat devrait être faite en tête de l'article. Il conviendrait d'en amender la rédaction et notamment de remplacer le terme "reconnues" par le terme "conférées".

Article 8.

L'article 8, § 2, 2°, constitue une disposition transitoire.

Le délégué du ministre a exprimé le souhait du Gouvernement de maintenir, dans un souci pratique, ladite disposition dans l'article 8. Il conviendrait, en tout cas, d'intervertir les dispositions énoncées respectivement au 1° et au 2° du § 2.

L'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines ne constitue pas une autorité administrative. Il y a dès lors lieu de désigner le directeur général de cette administration.

.../...

Article 9, § 1er.

Le 3° de ce paragraphe dispose :

"3° lorsqu'il en est disposé autrement dans les tableaux annexés au présent arrêté".

Comme il sera proposé in fine de faire de chaque tableau une annexe, le 3° devrait être rédigé comme suit :

"3° lorsqu'il en est disposé autrement dans les annexes I à III".

Article 10.

Les dispositions énoncées à l'article 10, § 2 et § 3, ne constituent qu'un rappel des règles applicables par elles-mêmes et pourraient être omises.

Article 11, § 2.

In fine de ce paragraphe, il y a lieu de remplacer les mots "ainsi dans les tableaux annexés au présent arrêté..." par les mots "ainsi dans les annexes I à III".

Article 12, § 1er.

Il y a lieu de remplacer les mots "à la colonne I des tableaux ci-annexés" par les mots "à la colonne I figurant aux annexes I à III" et de remplacer les mots "dans les colonnes 1 et 2 desdits tableaux" par les mots "dans les colonnes 1 et 2 de ces annexes".

.../...

Au § 2, 2°,et au § 3, il conviendrait de remplacer les expressions "règles prévues" et"dispositions prévues" par l'expression "règles fixées" ou "règles établies" et par l'expression "dispositions fixées par".

Au § 3, il conviendrait d'écrire : "Lorsque,par application du § 2 ou des dispositions fixées aux annexes I à III, ... ".

Article 16.

L'article 16 du projet porte : "Les emplois de conservateur des hypothèques sont attribués selon les règles particulières fixées par Nous, sur la proposition de Notre Ministre des Finances".Considéré isolément,cet article pourrait être interprété comme impliquant que les règles du statut des agents de l'Etat relatives aux nominations sont entièrement écartées en ce qui concerne les nominations des conservateurs des hypothèques. Mais l'article 69, § 2, du projet maintient en vigueur les dispositions de l'arrêté royal du 25 juin 1953 relatives à la nomination des conservateurs des hypothèques. L'article 16 du projet se borne donc à exprimer une intention. Il conviendrait dès lors de l'omettre.

Article 17.

Dans cet article le mot "revêtus" pourrait être remplacé par "titulaires" et l'expression "à celui qu'ils briguent" par l'expression "au grade de cet emploi".

.../...

Article 18, § 2.

Les mots "conformément aux tableaux - annexes I et III" doivent être remplacés par les mots "conformément aux annexes I et III".

Article 19.

Au § 2, alinéa 3, il y a lieu d'omettre le mot "jugés".

Les dispositions énoncées respectivement à l'alinéa 6 et à l'alinéa 7 du § 2 devraient être interverties.

Plutôt que d'employer l'expression "demande en révision", il serait préférable d'employer le terme "recours"; en effet, en cas de réclamation de l'agent intéressé contre une décision du directeur général des services généraux, c'est une autre autorité qui statue, à savoir le secrétaire général.

Selon les précisions données par le délégué du ministre, la disposition contenue à l'alinéa 7 du projet (alinéa 6 du texte proposé) ouvre un recours auprès du secrétaire général contre les diverses décisions prises en application des alinéas 3, 4 ou 5. La disposition dont il s'agit pourrait dès lors être rédigée de manière plus précise comme suit :

"Lorsque le directeur général prend une décision défavorable en application des alinéas 3, 4 ou 5, l'agent intéressé peut, dans les dix jours de la notification, introduire un recours auprès du secrétaire général".

.../...

Article 21.

A l'alinéa 1er du § 1er, les mots "relevant des niveaux 1, 2, 3 et 4" sont superflus et peuvent donc être omis.

Au § 2, les mots "conformément aux tableaux-annexes I et III" doivent être remplacés par les mots "conformément aux annexes I et III".

Article 23.

Il conviendrait de remplacer le terme "écolage" par l'expression : "les cours de formation professionnelle imposés par le présent arrêté".

Article 24.

Le § 2 de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Les agents visés à l'article 23 ne bénéficient des dispositions du § 1er que s'ils ont subi avec succès les épreuves de carrière organisées pour les besoins des services extérieurs ou des épreuves jugées équivalentes par le Ministre des Finances, et s'ils remplissent toutes les conditions requises pour être nommés aux grades qu'ils postulent".

.../...

Article 26.

Il conviendrait d'amender la rédaction de l'article en vue de la rendre plus claire. Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 26.-

Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par mutation, l'affectation, à sa demande, d'un agent à un emploi de son grade relevant d'un service ou d'un groupe de services autre que celui auquel cet agent appartient.

Le directeur général de chaque administration arrête la liste des services ou groupes de services à prendre en considération pour l'application de l'alinéa précédent. Au cas où un même emploi peut être attribué à des agents de grades différents, le directeur général détermine celui ou ceux de ces grades dont devront être titulaires les agents qui postulent cet emploi par mutation".

Chapitre VI.

Ce chapitre qui s'intitule "Notification des emplois vacants et mises en compétition" règle la procédure des nominations et devrait, en fait, faire partie du chapitre V qu'il est proposé d'intituler "Dispositions spéciales relatives aux nominations".

Article 52.

Le § 1er, 2°, de cet article devrait être rédigé comme suit :

"2° pour les services extérieurs, le service ou groupe de services dont la liste est établie par le directeur général conformément à l'article 26, alinéa 2".

../...

Pour le § 2, la rédaction suivante est proposée :

"Conformément aux instructions générales données par le Ministre des Finances, l'autorité désignée en vertu de l'article 47, § 1er, alinéa 3, fixe la ou les dates auxquelles les conditions pour la nomination aux emplois déclarés vacants doivent être remplies".

Chapitre VII.

Ce chapitre VII intitulé "Divers" pourrait s'intituler "Dispositions diverses".

Article 54.

§ 1er.

L'article 54, § 1er, du projet porte : "Excepté en ce qui concerne le rappel à l'ordre, la réprimande et le blâme, l'agent qui a encouru une peine disciplinaire ne peut obtenir ni promotion, ni changement de grade, ni mutation pendant le délai prévu pour la radiation de la peine". Cette disposition ne se borne pas à déterminer le mode d'inscription de la peine au dossier de signalement et le mode de radiation de cette peine. Elle subordonne notamment la promotion et le changement de grade à une condition supplémentaire de mérite qui n'est pas imposée par l'article 75 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937; elle déroge à cet article. La disposition dont il s'agit ne pourrait dès lors être prise qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 116 de ce dernier arrêté.

Le but de l'article 54, § 1er, est d'empêcher que l'application des règles relatives au classement des agents aboutisse à ce que des agents frappés d'une peine disciplinaire grave obtiennent une promotion ou un changement de grade avant des agents dont le comportement a été irréprochable. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement pourrait introduire une

../...

disposition qui aurait simplement pour objet de modifier le classement des agents frappés d'une peine disciplinaire qui n'a pas encore été radiée. Une telle disposition trouve un fondement dans l'article 79quater inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969 dans l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et l'avancement des agents de l'Etat.

Le § 1er pourrait dès lors être rédigé comme suit : "§ 1er. L'agent qui a été frappé d'une peine disciplinaire autre que le rappel à l'ordre, la réprimande ou le blâme est classé après les autres agents pour les propositions de promotion, de changement de grade et de mutation faites avant que sa peine ne soit radiée".

§ 3.

Ce paragraphe gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

"§ 3. Même après leur radiation, les peines disciplinaires continuent à produire leurs effets".

§ 4.

Si le Gouvernement se rallie à la modification proposée par le Conseil d'Etat pour le § 1er, il y aura lieu d'omettre au § 4, les mots "soit atténuer les effets des peines disciplinaires infligées, soit ...".

Article 69.

Le § 2 devrait être rédigé comme suit (voir observation sub article 1er) :

"§ 2. En attendant les nouvelles dispositions réglementaires qui rendraient applicable le présent arrêté aux conservateurs des hypothèques et détermineraient leur mode de nomination,

../...

l'arrêté royal du 25 juin 1953, visé au § 1er, 7°, est maintenu en vigueur en ce qui concerne les conservateurs des hypothèques.

Toutefois, lorsque des dispositions de l'arrêté royal du 25 juin 1953 se réfèrent, pour le classement des candidats, aux dispositions générales sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, les candidats sont classés suivant les règles générales et particulières applicables en la matière dans les services extérieurs du Ministère des Finances".

Article 71.

Comme les deux Ministres ont proposé l'arrêté, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 71. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

ANNEXES.

1°) A l'annexe I, l'intitulé "Règlement organique - Tableau annexe I - services centraux" devrait être remplacé par l'intitulé suivant "Annexe I - Services centraux".

Il conviendrait de supprimer à l'entête de chacune des pages "Finances - C.D. 220.11 - Règlement organique".

2°) A l'annexe II, l'intitulé "Règlement organique - Tableau annexe II - services extérieurs" devrait être remplacé par l'intitulé suivant : "Annexe II - Services extérieurs".

La même remarque que pour l'annexe I s'impose.

3°) A l'annexe III, l'intitulé "Règlement organique - Tableau Annexe III - Personnel ouvrier" devrait être remplacé par l'intitulé suivant : "Annexe III - Personnel ouvrie

../...

4°) In fine de chacune des annexes I, II et III, il y a lieu d'ajouter la formule "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...", suivie de la signature du Roi et du contreseing des Ministres des Finances et du Budget.

5°) A l'annexe IV, il conviendrait de supprimer dans l'intitulé les mots "Règlement organique".

A la page 2, C, 1°, 3e ligne, il conviendrait de remplacer les mots "pour briguer les emplois" par les mots "pour postuler les emplois".

DOEL VAN HET ONTWERP.

De artikelen van het ontwerp bevatten twee soorten van bepalingen. De eerste regelen de algemene organisatie van het Ministerie van Financiën, de andere stellen bijzondere regelen om het statuut van het rijkspersoneel en de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld, in dat ministerie ten uitvoer te leggen. In beide opzichten is het ontwerp van groot belang. Het is ook zeer omvangrijk. Aangezien de Raad van State slechts over een zeer korte termijn heeft beschikt, heeft hij het niet volledig kunnen bestuderen. Zijn advies beperkt zich dan ook tot de enkele hierna volgende opmerkingen.

*

* *

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. De benaming "organiek reglement" pleegt te worden gebruikt voor besluiten die de structuren van een ministerie bepalen. Het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 heeft dezelfde term gebruikt voor aan bijzondere vormvereisten onderworpen koninklijke besluiten die tot doel hadden "de wijze van benoeming tot elk ambt" te bepalen (artikel 4 van de oorspronkelijke tekst) of, ruimer gesteld, de bepalingen tot uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel voor een bepaald ministerie vast te stellen (artikel 4, gewijzigd bij het besluit van 7 december 1959; artikel 6 van de tekst vastgesteld door het besluit van 16 maart 1964). Zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, gebruikt artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 de term "organiek reglement" niet meer in deze tweede betekenis. Het opschrift formuleert dus terecht het tweeledige onderwerp van het ontwerp waar het zegt dat

.../...

het enerzijds het organiek reglement van het Ministerie van Financiën, anderzijds de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel vaststelt.

Overigens kan het ontwerp logischer en duidelijker in drie titels worden verdeeld : één voor de bepalingen over het eerste onderwerp (hoofdstuk I, artikelen 1 tot 7); de tweede met de bepalingen betreffende het tweede onderwerp (hoofdstukken II tot VII, artikelen 8 tot 68); een derde met de "slotbepalingen" (artikelen 69 tot 71).

B. De meeste bepalingen van het ontwerp die bijzondere regelen stellen voor de ambtenaren van het Ministerie van Financiën, zijn ongetwijfeld maatregelen tot uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel en van de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld. Overeenkomstig artikel 6, § 1, van dat statuut zijn die maatregelen alleen onderworpen aan de formaliteiten die reeds vervuld zijn.

Naar aanleiding van het onderzoek van een aantal artikelen van het ontwerp diende de Raad van State na te gaan of zij geen afwijkingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bevatten, waarin dat besluit niet uitdrukkelijk voorziet. Bepalingen met een zodanige strekking moeten immers worden onderworpen aan de bijkomende formaliteiten die zijn voorgeschreven in de artikelen 6, § 2, en 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 : motivering en beraadslaging in ministerraad; ze zouden dan overeenkomstig artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 voor advies moeten worden voorgelegd aan de algemene syndicale raad van advies.

.../...

Kwamen in een aantal artikelen van het ontwerp, zoals zij gesteld waren, afwijkingen van het statuut van 2 oktober 1937 voor waarin dat statuut niet voorziet, tijdens het onderzoek is gebleken, dat die artikelen konden vervallen of dat zij konden worden vervangen door nieuwe bepalingen waaruit die afwijkingen geweerd zijn terwijl ze, volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister, toch toereikend zijn voor het doel van de Regering (zie de opmerkingen betreffende artikel 1, § 1, tweede lid; artikel 16; artikel 54, § 1).

*

* *

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het opschrift kan beknopter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Financiën en van de bijzondere bepalingen die er voorzien in de uitvoering van het statuut van het rijkspersoneel".

*

Aanhef.

In de aanhef moet ook worden verwezen naar de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de bewaring van de hypotheken en naar de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij. Daarentegen is het niet gebruikelijk te verwijzen naar besluiten welke het ontwerp opheft.

.../...

Het begin van de aanhef kan dan als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de bewaring van de hypotheken;

Gelet op de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op artikel 79quater gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 23 september 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juni 1953 betreffende de bevordering in graad en de mutaties in de buitendiensten van het bestuur der registratie en domeinen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari en 16 juni 1955, 28 december 1956, 29 september 1960, 27 maart en 8 augustus 1963, 6 juni 1967 en 15 en 30 september 1970;

...,".

.../...

Hoofdstuk I van het ontwerp.

Zoals onder de algemene opmerking A reeds is voorgesteld, zou hoofdstuk I titel I worden. De afdelingen worden dan hoofdstukken.

Artikel 1.

Paragraaf 2 bepaalt :

"§ 2. Tot het Ministerie van Financiën behoort eveneens de dienst van de Nationale Loterij.

Het kader en het statuut van het leidend personeel en van het uitvoeringspersoneel van deze dienst worden door Ons vastgesteld, op voordracht van de Minister van Financiën".

Paragraaf 2, tweede lid, van het ontwerp bepaalt hetzelfde als artikel 13 van het koninklijk besluit van 3 februari 1965 houdende organisatie van de Nationale Loterij. Zoals de Raad van State op 9 oktober 1964 heeft verklaard in zijn advies over dat besluit (L. 9041), kan "de dienst die de Nationale Loterij beheert ... niets anders zijn dan een dienst die in de boezem van het bestuur opgericht is en onder het gezag van de minister, in dit geval de Minister van Financiën, beheerd wordt, en waarvan het personeel, behoudens regelmatige afwijkingsbepalingen, aan het statuut van het rijkspersoneel onderworpen is". De bepaling van artikel 13 van het koninklijk besluit van 3 februari 1965 die overgenomen is in artikel 2, § 2, van het ontwerp, impliceert dat het

.../...

leidend personeel en het uitvoeringspersoneel van de dienst van de Nationale Loterij een bijzonder statuut heeft, verschillend van het statuut dat vastgesteld is bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Een zodanige bepaling eist dat voldaan wordt aan de in artikel 116 voorgeschreven formaliteiten en dus ook dat het advies van de algemene syndicale raad van advies wordt gevraagd.

Volgens de gemachtigde van de minister bedoelt de Regering alleen, de ambtenaren van de dienst van de Nationale Loterij te onttrekken aan de bijzondere regelen van het ontwerp.

Anderzijds blijkt uit artikel 16 van het ontwerp dat, op artikel 69, § 2, na, de bepalingen die titel II zullen vormen geen toepassing zullen vinden op hypotheekbewaarders.

Artikel 1 kan derhalve als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

§ 1. Het Ministerie van Financiën omvat de volgende administraties en diensten, waarvan de ambtenaren onderworpen zijn aan titel II van dit besluit:(1° tot 10° zoals in het ontwerp).

§ 2. Tot het Ministerie van Financiën behoort eveneens de dienst van de Nationale Loterij, waarvan de ambtenaren niet onderworpen zijn aan titel II van dit besluit.

Onder voorbehoud van artikel 69, § 2, zijn de bepalingen van titel II van dit besluit niet van toepassing op hypotheekbewaarders (voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 2.

Dit artikel is overbodig en kan vervallen.

.../...

Artikel 3.

Dit artikel herhaalt grotendeels de thans geldende bepalingen, namelijk artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 april 1925 houdende organiek reglement van de hoofdbesturen van het Ministerie van Financiën, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1939.

De tekst van het zesde lid, waarvan de strekking kennelijk niet naar behoren tot uiting komt, moet echter worden aangepast.

Artikel 7.

Dit artikel heeft op weinig na dezelfde tekst als artikel 9 van het koninklijk besluit van 8 februari 1939 tot reorganisatie van het algemeen secretariaat van het Ministerie van Financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1925 houdende organiek reglement van de hoofdbesturen van het Ministerie van Financiën.

Het artikel verleent aan de directieraad geen andere rechtsbevoegdheden dan hem zijn toegewezen door het statuut van het rijkspersoneel en de besluiten die het hebben gewijzigd of aangevuld. Het artikel belast de directieraad alleen met onderzoeksopdrachten.

In het eerste lid zou in de eerste plaats de "uitvoering van de wetten, besluiten en instructies", pas daarna de "uitvoering van de door de minister vastgestelde financiële politiek" ter sprake moeten komen. Bovendien moet liever geen wending worden gebruikt die te verstaan geeft dat 's lands financieel beleid uitsluitend door de Minister van Financiën zou worden bepaald.

.../...

De bevoegdheden die door het statuut van het rijkspersoneel aan de directieraad zijn opgedragen, zouden vooraan in het artikel moeten worden vermeld. De redactie behoort derhalve te worden aangepast. In de Franse tekst vervange men onder meer de term "reconnues" door "conférées".

Artikel 8.

Artikel 8, § 2, 2° is een overgangsbepaling.

De gemachtigde van de minister heeft verklaard dat de Regering er om praktische redenen op staat dat die bepaling in artikel 8 blijft. Maar hoe dan ook geve men de bepalingen van 1° en 2° van § 2 in omgekeerde volgorde.

De administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen is geen administratieve overheid. Derhalve dient de directeur-generaal van die administratie te worden aangewezen.

Artikel 9, § 1.

De tekst onder 3° van deze paragraaf luidt :

"3° wanneer er in de aangehechte tabellen anders over beschikt wordt".

Aan het slot van dit advies zal worden voorgesteld van elke tabel een bijlage te maken. De tekst onder 3° wordt dan :

.../...

"3° wanneer er in de bijlagen I tot III anders over beschikt wordt".

Artikel 10.

De bepalingen van artikel 10, § 2 en § 3, zijn slechts een herhaling van uit zichzelf geldende regelen; zij kunnen dus vervallen.

Artikel 11, § 2.

Aan het slot van deze paragraaf vervange men de woorden "in de aangehechte tabellen" door "in de bijlagen I tot III".

Artikel 12, § 1.

De woorden "in kolom 1 van de bijgaande tabellen" vervange men door "in kolom 1 van de bijlagen I tot III", de woorden "in de kolommen 1 en 2 van genoemde tabellen" door "in de kolommen 1 en 2 van die bijlagen".

In de Franse tekst van § 2, 2°, en van § 3 vervange men de termen "règles prévues" en "dispositions prévues" door "règles fixées" of "règles établies" en door "dispositions fixées par".

In § 3 leze men : "Wanneer op grond van § 2 of van de bijlagen I tot III, ...".

.../...

Artikel 16.

Artikel 16 van het ontwerp bepaalt : "De betrekkingen van hypotheekbewaarder worden toegekend volgens de bijzondere regelen, door Ons vastgesteld op de voordracht van Onze Minister van Financiën". Afzonderlijk beschouwd, kan dit artikel worden geacht te impliceren dat de regelen van het statuut van het rijkspersoneel met betrekking tot de benoemingen helemaal niet gelden voor de benoeming van hypotheekbewaarders. Artikel 69, § 2, van het ontwerp handhaaft echter de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 juni 1953 betreffende de benoeming van hypotheekbewaarders. Artikel 16 van het ontwerp geeft dus slechts een voornemen te kennen. Het dient derhalve te vervallen.

Artikel 17.

Men vervange de woorden "die hoger zijn dan die naar welke zij dingen" door "die hoger zijn dan de graad van die betrekking".

Artikel 18, § 2.

De woorden "overeenkomstig de tabellen-bijlagen I en III" moeten worden vervangen door "overeenkomstig de bijlagen I en III".

Artikel 19.

In de Franse tekst van § 2, derde lid, schrappe men het woord "jugés".

.../...

De bepalingen die onderscheidenlijk in het zesde lid en in het zevende lid van § 2 staan, geve men in omgekeerde volgorde.

In plaats van de term "aanvraag om herziening" gebruike men de term "beroep", want als de betrokken ambtenaar opkomt tegen een beslissing van de directeur-generaal van de algemene diensten, wordt uitspraak gedaan door een andere overheid, met name de secretaris-generaal.

Volgens de toelichtingen die de gemachtigde van de minister verstrekt heeft, stelt de ontwerp-bepaling van het zevende lid (zesde lid in de voorgestelde tekst) een beroep bij de secretaris-generaal open tegen beslissingen genomen op grond van de alinea's 3, 4 of 5. Een nauwkeuriger redactie zou dus zijn :

"Wanneer de directeur-generaal een ongustige beslissing treft op grond van het derde, vierde of vijfde lid, kan de betrokken ambtenaar binnen tien dagen na de kennisgeving beroep instellen bij de secretaris-generaal".

Artikel 21.

In het eerste lid van § 1 kunnen de woorden "dat tot de niveau's 1, 2, 3 en 4 behoort" als overbodig vervallen.

In § 2 moeten de woorden "overeenkomstig de tabellen-bijlagen I en III" worden vervangen door "overeenkomstig de bijlagen I en III".

.../...

Artikel 23.

Men vervange de woorden "de eventueel voorgeschreven scholing" door "de in dit besluit voorgeschreven cursussen beroepsopleiding".

Artikel 24.

Paragraaf 2 van dit artikel kan als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De ambtenaren bedoeld in artikel 23 komen voor het bepaalde in § 1 slechts in aanmerking als zij geslaagd zijn voor het loopbaanexamens, uitgeschreven voor de behoeften van de buitendiensten of voor examens die de Minister van Financiën gelijkwaardig acht , en als zij voldoen aan alle vereisten voor benoeming in de graden waar zij naar dingen".

Artikel 26.

Dit artikel kan duidelijker worden geredigeerd. Voorgesteld wordt :

"Artikel 26.-

Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder mutatie te worden verstaan de dienstaanwijzing van een ambtenaar, op zijn verzoek, voor een betrekking van zijn graad, die ressorteert onder een andere dienst of groep van diensten dan waartoe hij behoort.

De directeur-generaal van iedere administratie stelt de lijst op van de diensten of groepen van diensten die voor de toepassing van het vorige lid in aanmerking komen. Ingeval eenzelfde betrekking kan worden toegekend aan ambtenaren van verschillende graden, bepaalt de directeur-generaal

.../...

van welke graad of graden de ambtenaren die de betrekking door mutatie wensen te krijgen, titularis moeten zijn".

Hoofdstuk VI.

Dit hoofdstuk, "Kennisgeving van de vacante betrekkingen en incompetitiestellingen", regelt de benoemingsprocedure. De inhoud ervan zou moeten komen onder hoofdstuk V, waarvoor het volgende opschrift wordt voorgesteld : "Bijzondere bepalingen inzake benoemingen".

Artikel 52.

In dit artikel zou § 1, 2°, als volgt moeten worden geredigeerd :

"2° voor de buitendiensten, de dienst of groep van diensten waarvan de lijst door de directeur-generaal is opgesteld overeenkomstig artikel 26, tweede lid".

Voor § 2 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Overeenkomstig de algemene instructies van de Minister van Financiën bepaalt de krachtens artikel 47, § 1, derde lid, aangewezen overheid de datum of de data waarop de voorwaarden voor benoeming in de vacant verklaarde betrekkingen vervuld moeten zijn".

Hoofdstuk VII.

Een beter opschrift voor dit hoofdstuk VII "Varia" ware : "Diverse bepalingen".

.../...

Artikel 54.

§ 1.

Artikel 54, § 1, van het ontwerp bepaalt : "Behalve wat betreft de terechtwijzing, de berisping en de blaam, kan de ambtenaar die een tuchtstraf opgelopen heeft noch een bevordering, noch een verandering van graad, noch een mutatie bekomen tijdens de termijn bepaald voor de royering van de straf". Deze bepaling beperkt zich niet tot het vaststellen van de wijze waarop de optekening of royering van de straf in het beoordelingsdossier geschiedt. Zij eist onder meer dat voor bevordering en voor verandering van graad wordt voldaan aan een bijkomende voorwaarde inzake verdienste , welke niet opgelegd is in artikel 75 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937; zij wijkt van dat artikel af. De bewuste bepaling kan derhalve eerst worden vastgesteld nadat de in artikel 116 van laatstgenoemd besluit voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn.

Doel van artikel 54, § 1 is, te verhinderen dat de toepassing van de regelen met betrekking tot de rangschikking erop neer zou komen, dat ambtenaren aan wie een zware tuchtstraf is opgelegd een bevordering of een verandering van graad krijgen vóór ambtenaren wier gedrag onberispelijk is geweest. De Regering zou dat doel kunnen bereiken met een bepaling die het gewoon mogelijk maakt wijziging te brengen in de rangschikking van ambtenaren die een tuchtstraf hebben opgelopen welke nog niet geroyeerd is. Rechtsgrond daarvoor is artikel 79quater dat door het koninklijk besluit van 17 september 1969 is ingevoegd in het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel.

.../...

Paragraaf 1 kan dan als volgt worden gelezen :

"§ 1. De ambtenaar die een andere tuchtstraf dan een terechtwijzing, een berisping of een blaam heeft opgelopen,wordt na de andere ambtenaren gerangschikt voor de voorstellen tot bevordering, verandering van graad en mutatie die worden gedaan vóór zijn straf geroyeerd is".

§ 3.

Deze paragraaf kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De tuchtstraffen blijven uitwerking hebben ook na royering ervan".

§ 4. Gaat de Regering in op het wijzigingsvoorstel dat de Raad van State heeft gedaan voor § 1, dan moeten in § 4 de woorden "hetzij de uitwerking der opgelegde straffen verzachten, hetzij" vervallen.

Artikel 69.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd (zie opmerking bij artikel 1) :

"§ 2. In afwachting van de nieuwe verordeningsbepalingen die dit besluit toepasselijk zullen verklaren op de hypotheekbewaarders en de wijze van hun benoeming zullen vaststellen, blijft het koninklijk besluit van 25 juni 1953, bedoeld in § 1, 7°, van kracht voor hypotheekbewaarders.

.../...

Wanneer bepalingen van het koninklijk besluit van 25 juni 1953 echter voor de rangschikking van kandidaten verwijzen naar de algemene bepalingen inzake beoordeling en loopbaan van het rijkspersoneel, worden de kandidaten gerangschikt volgens de algemene en de bijzondere regelen die ter zake in de buitendiensten van het Ministerie van Financiën van toepassing zijn".

Artikel 71.

Aangezien de beide ondertekenende ministers het besluit hebben voorgedragen, dient dit artikel als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 71. Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

BIJLAGEN.

1°) In bijlage I vervange men het opschrift "Organiek reglement - Tabel bijlage I - Centrale diensten" door "Bijlage I - Centrale diensten".

Bovenaan op elke bladzijde schrappe men de woorden : "Financiën - D.I. 220.11 - Organiek reglement".

2°) In bijlage II vervange men het opschrift "Organiek reglement - Tabel bijlage II - Buitendiensten" door : "Bijlage II - Buitendiensten".

De voor bijlage I gemaakte opmerking geldt ook hier.

.../...

3°) In bijlage III vervange men het opschrift "Organiek reglement - Tabel bijlage III - Werkliedenpersoneel" door : "Bijlage III - Werkliedenpersoneel".

4°) Aan het slot van elk van de bijlagen I, II en III vermelde men het formulier "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...". Dit formulier moet door de Koning ondertekend en door de Minister van Financiën en de Minister van Begroting medeondertekend worden.

5°) In bijlage IV schrappe men in het opschrift de woorden "organiek reglement".

Op bladzijde 2, C, 1°, derde regel, van de Franse tekst vervange men de woorden "pour briguer les emplois" door "pour postuler les emplois".

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section législation,

G. ARONSTEIN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. HOLOYE.